



HAL
open science

Les frontières nord de la Côte-d'Ivoire dans un contexte de crise.

Dabié Désiré Axel Nassa

► **To cite this version:**

Dabié Désiré Axel Nassa. Les frontières nord de la Côte-d'Ivoire dans un contexte de crise.. Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux, 2006, 10.4000/com.6092 . halshs-00087106

HAL Id: halshs-00087106

<https://shs.hal.science/halshs-00087106v1>

Submitted on 28 Jul 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les frontières nord de la Côte-d'Ivoire dans un contexte de crise. (The northern borders of Côte-d'Ivoire in a crisis context)

Nassa Dabié Désiré Axel¹

dabie@voila.fr

Résumé. - *Cet article tend à montrer les particularités des frontières africaines, surtout celles du nord ivoirien. Traditionnellement, la frontière est définie comme une ligne marquant la fin et le début des territoires des Etats, en donne un sens, une reconnaissance. Dans le nord de la Côte-d'Ivoire, les frontières ont été délocalisées, démultipliées, changeant de fait la signification de la souveraineté de l'Etat. Pourtant, les frontières léguées dans le contexte colonial supplantent toutes les autres. Elles sont de plus en plus fonctionnalisées, malgré l'existence de frontières supranationales et de crises.*

Dans les zones transfrontalières, le commerce légal ou de transgression connaît un vrai dynamisme, en faisant écho de la rencontre de plusieurs politiques économiques et monétaires provenant des Etats et exploitées par les populations. La combinaison de tous ces facteurs arrive à produire des territoires atypiques dans les zones frontalières.

Mots-clés : Frontière ; Organisation ; Côte-d'Ivoire ; Etat ; Territoire ; Commerce ; Espace transfrontalier ; Dynamique transfrontalière ; Economie.

Abstract. - *The current paper aims at pointing out the distinctive features of African borders. In this regard, we focus upon the borders in northern Côte-d'Ivoire. Strictly speaking, a border is a line dividing two territories or states. As such, it confers meaning and identity to a state. But in the case of Côte-d'Ivoire, the northern borders were shifted, relocated and then reduced; what in fact gave a different meaning to the sovereignty of the country. Yet, the borders inherited from the colonial administration supersede all the others. Despite the existence of some supranational borders and the consequence of the political crisis, they are more and more used by the populations for different kind of activities.*

The border countries implement different monetary and economic policies which are now exploited by the population. As a consequence, legal trade and smuggling have become very dynamic in these cross-border regions. Combining all these factors together gives birth to atypical territories in the frontier zones.

Key Words : Boundary ; Spatial Organisation ; Côte-d'Ivoire ; State ; Territory ; Border Space ; Transborder Dynamic ; Economic

Introduction

Le titre de cet article peut paraître prétentieux, dans la mesure où les frontières sont des constructions humaines en constante évolution et manipulées à la fois par les politiques et les frontaliers. Alors leur étude présente toujours des particularismes surtout lorsqu'il faut les démêler les unes après les autres.

Les frontières nord de la Côte-d'Ivoire, de par leurs spécificités liées à leur histoire et surtout à leur fonctionnalisation accrue au cours de ces dernières décennies offrent un cadre d'analyse. Elles ont longtemps été considérées comme des frontières apaisées séparant des populations de même culture ethno-religieuse et des Etats (Côte-d'Ivoire, Burkina Faso, Mali, Guinée et Ghana) qui appartiennent à une même organisation économique supranationale, la communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest CEDEAO). A l'échelle des Etats pris individuellement, des différences de politiques économiques, monétaires et de développements sont perceptibles.

C'est l'aire de contact, de jonction, et de fermentation de ces politiques économiques de ces états qui a été l'objet de nos travaux de recherche et où les frontières ont occupé une place de choix.

¹ Institut de Géographie Tropicale (IGT), Université de Cocody-Abidjan

La frontière est avant tout un prisme souvent associé à la géopolitique et à l'Etat, en tant que complexe spatial souverain. Pourtant, si l'on va au-delà de cette perception et si l'on envisage la frontière dans une perspective régionale, elle exerce des influences non seulement sur la population et sa distribution, mais aussi sur les structures économiques et les organisations rurales et urbaines. L'objectif est de montrer, voire de comprendre, l'organisation socio-spatiale née de l'enchevêtrement de plusieurs frontières visibles ou non dans un espace qui se veut homogène. Les fermentations ou les bouillonnements d'activités qu'elles occasionnent dans les espaces transfrontaliers du nord de la Côte-d'Ivoire permettent-ils de parler du singularisme de ces territoires de contact ? Produisent-elles de nouveaux types de territoires, en marge des Etats-nations en relation dans cet espace ?

1. Frontières multiples, mais une seule admise

L'observation des espaces transfrontaliers au nord de la Côte-d'Ivoire à différentes échelles, nous permet de distinguer plusieurs limites : culturelles, politiques et économiques qui marquent des discontinuités spatiales. Parmi cette pléiade de limites, la plus perceptible est de loin la frontière entre les Etats. Elle est matérialisée dans l'espace, par la présence de l'uniforme de l'agent de contrôle et de sécurité sur les points de passage aménagés aux frontières communes aux Etats. C'est lui qui permet de faire le *distinguo* entre les différents territoires. Il manipule la frontière à sa guise, selon les exigences du moment. Il crée la différence et les possibilités de jeu pour les acteurs de l'économie transfrontalière.

Dans cette partie, nous allons décrire les différentes frontières qui se rencontrent dans cet espace. D'une part nous soulignerons l'apparition d'autres frontières (de crise et supranationales) qui marquent des discontinuités dans l'espace dont profitent à des degrés divers les frontaliers[□] et les Etats et, d'autre part, les modifications spatiales qui apparaissent sur les marges avec la superposition de toutes ces frontières.

1.1. Les frontières, limites politiques connues des Etats

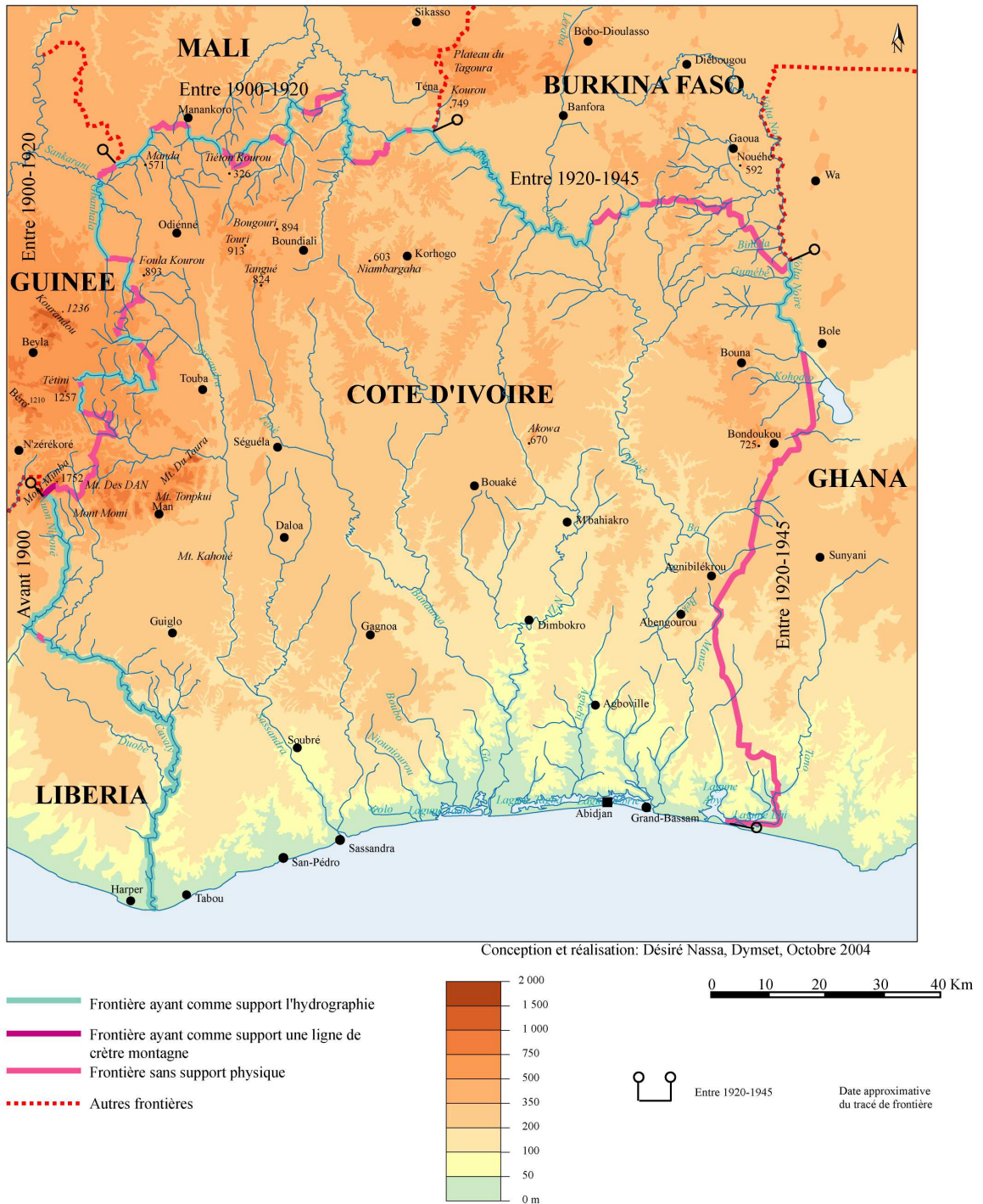
Il est connu que l'ensemble des frontières en Afrique a été élaboré dans le contexte colonial. Elles ont été esquissées dans leur grande majorité entre 1885 et 1900. L'Europe par le jeu de ses impérialismes nationaux a imposé à l'Afrique un maillage territorial, un ensemble de frontières à travers la construction de grandes zones d'influence.

Les mouvements de décolonisation ont par la suite entraîné l'émergence d'Etats indépendants sur la scène internationale, démultipliant *de facto* les frontières (Raffestin et Guichonnet, 1974). Sur la base de critères principalement physiographiques (cours d'eau, lignes de crête et de partage des eaux), sur des critères anthropo-géographiques et sur des lignes géométriques, les différentes frontières entre les nouveaux Etats ont été dessinées. La plupart de ces frontières constituent un vestige de la décolonisation. Ce modèle d'organisation de territoire a fait ses preuves, dans le cadre de la construction de l'Etat-Nation moderne et centralisé.

Fréquemment tracées au cordeau ou appuyées sur des supports là où il en existe, ces frontières marquent le commencement d'un long processus d'étatisation de l'espace et le compartimentage du continent par de nouvelles barrières, cadre du contrôle de la souveraineté de l'Etat (Bennafla, 2002). Celles de la Côte-d'Ivoire avec ses voisins en constituent un exemple. Dans ce cas précis, si les frontières d'avec le Ghana ont été tracées avec un grand soin après d'après négociations entre l'empire britannique et la France, pour les autres (Mali, Burkina faso et Guinée), les difficultés ont surgi, du passage des limites administratives à des frontières internationales. En effet faisant partie du grand ensemble de l'Afrique Occidentale française (AOF), les frontières qui marquent l'existence de ces quatre pays ont divisé des peuples ayant les mêmes pratiques ethno-religieuses (Fig 1).

[□] Il faut voir, à travers ce terme, les personnes vivant des opportunités offertes par les *zones-contacts* établies par la frontière, du fait d'une différence de potentiel économique entre les espaces en relations

Figure 1: SUPPORTS ET DATES APPROXIMATIVES DU TRACE DES FRONTIÈRES IVOIRIENNES



La frontière Ghana - Côte-d'Ivoire longue de 670 km est le résultat des traités passés par les rois de Bondoukou au Nord et de Krinjabo au sud, avec l'officier français Treich-Lapleinne entre 1887 et 1889. La Côte-d'Ivoire devient colonie française en 1893 sans que les frontières de ce territoire avec le Ghana soient clairement définies. Ce n'est qu'après la signature du traité par le roi de Bondoukou avec le capitaine Lonsdale de Grande-Bretagne en juin 1887 et en novembre 1888 avec Treich-Lapleinne de France, que la frontière va se mettre progressivement en place. Ainsi le 25 juin 1891, la France passe un arrangement avec le Royaume-Uni sur la délimitation de leur territoire au Nord et à l'Est de la Sierra Leone et de la Côte de l'Or. Concernant la Côte-d'Ivoire, la frontière se trouvait alors délimitée

jusqu'à la Volta Noire, au 9^{ème} degré de latitude Nord. La limite laissait les royaumes Sanwi et l'Indénié à la France et ceux de Broussa, de l'Aowin et du Sahué au Royaume-Uni. Après cet accord dans les chancelleries, était venu le moment de procéder au tracé de la frontière sur le terrain, ce qui ne fut pas chose aisée entre les deux puissances. La commission britannique revendiqua la possession d'une partie du Sanwi, la totalité de l'Indénié et une partie de province Abron. Elle avançait l'argument que ces royaumes étaient sous l'influence du royaume Ashanti et donc sous influence anglaise. Cette commission s'est alors séparée sans passer à la délimitation de la frontière en 1892.

Un troisième arrangement survient en 1893, complétant ceux de 1889 et de 1891, permettant de délimiter la frontière de la mer jusqu'au 9^{ème} degré de latitude Nord. De février à mai 1896, une réunion de la commission mixte a lieu pour délimiter les territoires français et britanniques au nord du 9^{ème} degré de latitude Nord. La France contesta les accords signés par George Fergusson (un métis travaillant au Service civil de la Gold Coast) pour le compte du Royaume-Uni avec les royaumes de Mampoursi, de Liaba et de Wa (Stary, 1994).

La commission se sépara en mai 1896 sans être parvenue à délimiter leurs territoires respectifs. Le 14 juin 1898, une convention est signée à Paris, qui délimite les territoires français et britanniques dans la boucle du Niger. Concernant les territoires de la Gold Coast, la frontière part du point délimité lors de l'arrangement de 1893 et suivrait le thalweg de la Volta Noire jusqu'au 11^{ème} degré de latitude Nord, avant de bifurquer vers l'est sur cette même latitude.

En 1901 eut lieu la mise en place d'une commission mixte (Delafosse pour la France et Watherson pour la Grande-Bretagne), chargée de délimiter précisément et d'aborder la frontière des territoires de la Côte-d'Ivoire et de la Gold Coast. De février à avril 1903, survient l'abornement de la frontière par la pose de 78 bornes. En 1905, la frontière ivoiro-ghanéenne est définitivement fixée (Stary, 1994).

Le tracé de la frontière ivoiro-burkinabé, autrefois Haute-Volta, a connu plusieurs phases. Les pays appelés Haute-Volta et Côte-d'Ivoire étaient à l'intérieur d'une vaste fédération dénommée Afrique Occidentale Française (A.O.F). En 1893, après que la colonie de la Côte-d'Ivoire fut proclamée et que les frontières avec les Etats voisins anglophones (Ghana 1905, Libéria 1907) furent institutionnalisées, celles d'avec les autres Etats sous domination française ont connu des fortunes diverses. Ainsi, en 1932 la carte administrative de la Côte-d'Ivoire a été fortement modifiée par un décret datant du 5 septembre qui supprime la colonie de la Haute-Volta, démembre son territoire et le répartit entre les trois colonies voisines que sont le Soudan (actuel Mali), le Niger et la Côte-d'Ivoire.

Cette mesure annule la création tardive de la Haute-Volta en 1919 (décret du 1^{er} mars) à partir de territoires prélevés sur l'ancienne colonie du Haut Sénégal et Niger. Les motifs de cette décision paraissent d'ordre économique. En effet, en 1936, après une réorganisation de la carte administrative de la Haute-Volta, le gouverneur découvre la grande misère des chefs de l'ex Haute-Volta. Depuis dix ans, le montant de leur solde à la participation de la construction de la colonie n'a pas varié : 233 400 francs contre 616 680 francs aux chefs du centre et du sud de la Côte-d'Ivoire, pourtant moins nombreux. Cette prise de conscience est largement tributaire de la pression des milieux d'affaires en Côte-d'Ivoire, soucieux d'obtenir le concours des chefs traditionnels pour l'accès à la main-d'œuvre des cercles densément peuplés du Nord. Ainsi, tout se passe à partir de 1933 comme si la force de travail était devenue le produit d'exportation prioritaire de l'ex Haute-Volta. L'administration redouble d'efforts pour détourner de la Gold Coast (actuel Ghana) les migrations de travail en direction du Centre et du Sud de la Côte-d'Ivoire ou au Soudan, vers le delta intérieur du Niger. En Côte-d'Ivoire, la création de villages de colonisation voltaïques s'inscrit dans le plan du détournement de la main-d'œuvre de Gold Coast. Ces noyaux de peuplement permanent ont pour objectif d'attirer des migrants saisonniers. La Côte-d'Ivoire est ainsi agrandie de la partie la plus importante de la colonie supprimée qui regroupe la majorité de la population, l'essentiel des ressources et représente approximativement les 2/3 de sa propre superficie. Sur le plan administratif les territoires rattachés constituent huit cercles (Batié, Gaoua, Bobodioulasso, Dedougou, Koudougou, Ouagadougou, Kaya, Tarkodogo) et comptent deux communes mixtes (Ouagadougou et Bobodioulasso). Mais la loi du 4 septembre 1947 rétablit la colonie de Haute-Volta; la région de Haute Côte-d'Ivoire disparaît, la Côte-d'Ivoire retrouve au Nord-Est ses frontières de 1932.

Quant au territoire dénommé Soudan, il a connu une incessante manipulation de ses frontières. Mais nous nous intéressons essentiellement à la frontière sud avec la Côte-d'Ivoire. La colonie du Soudan a été créée et intégrée en juin 1895, à la fédération « aofienne ». Cependant son identité

administrative restait floue. Le décret du 17 octobre 1899 partageait le Soudan entre le Sénégal, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Dahomey. Une série de décrets, pris entre 1911 et 1919 devaient retoucher l'esquisse. L'on a détaché du territoire du Soudan le cercle de Gao, puis ceux de Tombouctou et de Zinder que l'on a associés à un nouvel ensemble : le territoire militaire du Niger. C'est finalement après 1944 que le territoire du Soudan (actuel Mali) prit forme dans sa configuration actuelle.

La mise en place de ces frontières a séparé des groupes linguistiques de leurs centres de diffusions anciens. C'est le cas des peuples malinké et sénoufo dont les langues débordent largement des frontières de la Côte-d'Ivoire. Leurs langues sont parlées, outre la Côte-d'Ivoire, en Guinée, au Sénégal, en Mauritanie, au Burkina Faso, mais aussi et surtout au Mali qui en est un centre de rayonnement historique (Kouadio, 2004). Loin de constituer un handicap, la situation de ces peuples de part et d'autre des frontières ivoiro-malienne, ivoiro-burkinabé et ivoiro-guinéenne, est une force, une base de rapprochement à usage économique par « le bas », culturel et sociologique. Le rôle des frontières n'est donc pas dans l'absolu négatif.

Désormais mises en place et matérialisées dans l'espace par la présence de l'agent de contrôle et de sécurité, sur la carte sous des formes diverses (ligne, point, zone), ces frontières nationales font aussi face à la recrudescence d'autres discontinuités spatiales supranationales et de crise.

1.2. Frontières supranationales

Dans le contexte colonial, de grands ensembles d'influence ont meublé le paysage politique africain. L'AOF (Afrique Occidentale Française) et l'AEF (Afrique Equatoriale Française) pour ce qui est de la France et le vaste ensemble britannique en ont constitué des exemples. Ces ensembles consistaient à favoriser une meilleure exploitation et une mise valeur rationnelle du continent noir. Mais avec la démultiplication des frontières à la faveur de la décolonisation, des entités territoriales peu viables ont vu le jour. Plusieurs Etats en situation économique délicate du fait de leur enclavement ont surgi dans le concert des nations. La réponse à cette situation a donc été l'activation ou la réactivation d'ensembles communautaires supra-nationaux. Tels sont les cas des espaces monétaires, économiques et fiscal-douanières.

A l'instar des transferts des frontières, mode d'organisation européen d'espaces, la constitution de grands ensembles économique-supranationaux régionaux a été réanimée. Ainsi, sur la base du modèle européen (Communauté Economique Européenne aujourd'hui, Union Européenne), en Afrique de l'Ouest, on compte la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec 16 Etats et l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)² avec 8 pays.

Ces groupements communautaires essaient de mettre en place des politiques communes de développement surtout dans le domaine des transports et de transit des biens et des personnes dans l'ensemble des Etats membres. Ils instaurent également des zones de libre-échange en supprimant les barrières protectionnistes nationales et en harmonisant les tarifs douaniers. Toutes ces mesures permettent aux acteurs économiques d'avoir accès aux différents marchés intérieurs des Etats. Dans le nord ivoirien, en plus des frontières de ces organisations, existent aussi les frontières monétaires comme celles de la zone franc, des zones cédi (Ghana) et sily (Guinée). La rencontre des frontières des ensembles régionaux, monétaires, nationales et linguistiques dans un espace aussi homogène qu'est celui du nord ivoirien dote la zone d'une situation intéressante. Elle est à l'intersection de cinq frontières d'Etat, contact entre trois zones monétaires et linguistiques à cheval sur les pays en relation. C'est cette situation qu'exploitent les acteurs de l'économie transfrontalière en redoublant l'intensité des relations entre les réseaux à base ethno-religieuse. Les frontières nationales ne sont plus les seules à agir sur l'organisation de la vie sociale et économique.

² L'UEMOA : Union Economique et monétaire Ouest Africaine. Elle regroupe huit pays ayant en commun l'usage du franc CFA. Ce sont entre autres la Côte-d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo

1.3. Zone de confiance³ « une frontière » de crise

Depuis le déclenchement de la crise en Côte-d'Ivoire (le 19 septembre 2002), le scénario d'une réorganisation des frontières du territoire ivoirien a longtemps circulé dans les esprits de certains observateurs de la vie politique de ce pays. En effet face à la situation de chaos politico-militaire, l'apparition d'un nouveau territoire taillé dans le vif de l'espace ivoirien, par des chefs de guerre, procède de la remise en cause des frontières nationales. Des accords restés très célèbres de Marcoussis à ceux de Pretoria, la communauté internationale a entériné la scission du territoire ivoirien. Un nord sous contrôle rebelle et sous influence du Burkina Faso et du Mali et un sud progouvernemental. Entre ces deux territoires existe la zone de confiance qui agit exactement comme une frontière entre deux Etats. En effet, les agents de sécurité et de contrôle de l'Etat de Côte-d'Ivoire ont quitté les espaces jadis aménagés sur les frontières réelles du pays pour les limites de la zone confiance. C'est dans cette zone que sont désormais comptabilisés les échanges entre la Côte-d'Ivoire progouvernementale, rebelle et l'ensemble des pays soudano sahéliens. Les rebelles de leur côté perçoivent également des recettes de l'ensemble des produits entrant et sortant de leur territoire à partir des postes de contrôles aux frontières nord et centre de la Côte-d'Ivoire. Ces dernières deviennent ainsi les frontières avancées du Mali et du Burkina Faso d'avec la Côte-d'Ivoire. Cette situation démontre parfaitement le fonctionnement de deux Etats constitués et en relation d'échange dans un espace de contact.

La zone de confiance a produit « deux entités territoriales » : une Côte-d'Ivoire du nord et une Côte-d'Ivoire du sud. Entre ces deux entités territoriales s'est développé « *un commerce effervescent et nauséabond aux frontières délocalisées* » (Nassa, 2005). Ainsi la non présence de l'Etat dans le nord du pays, et la délocalisation voire la démultiplication des frontières ivoiriennes offrent un cadre propice à une forme de désintégration du territoire national. Dynamisés par l'existence d'un territoire de « non droit », d'un réseau d'acteurs économiques (nouveaux et anciens) bien enracinés dans les échanges de proximité, de courte et de longue distance et à base ethno-religieuse, des flux incessants de biens et de personnes se sont développés aux périphéries des différents territoires. Malgré la multiplication des limites dans l'espace national, les frontières admises restent de loin celles qui se trouvent être reconnues par la communauté internationale et par les acteurs socio-économico-politiques.

2. Les frontaliers, les rebelles et les Etats profitent de l'enchevêtrement de plusieurs frontières

Les frontières (ligne ou zone) constituent des lieux où évoluent des groupes humains vecteurs de forces multiples et parfois opposées. Ces groupes humains n'en ont ni les mêmes considérations ni les mêmes usages. A l'échelle régionale ou zonale, des acteurs économiques se rencontrent dans les espaces frontaliers malgré l'existence de plusieurs frontières et des implications qui en découlent. Les politiques économiques s'y affrontent ou s'y complètent.

L'objet de cette partie est de montrer les formes d'exploitations et les possibilités de jeux faits à partir des différentes limites par les usagers des discontinuités spatiales érigées.

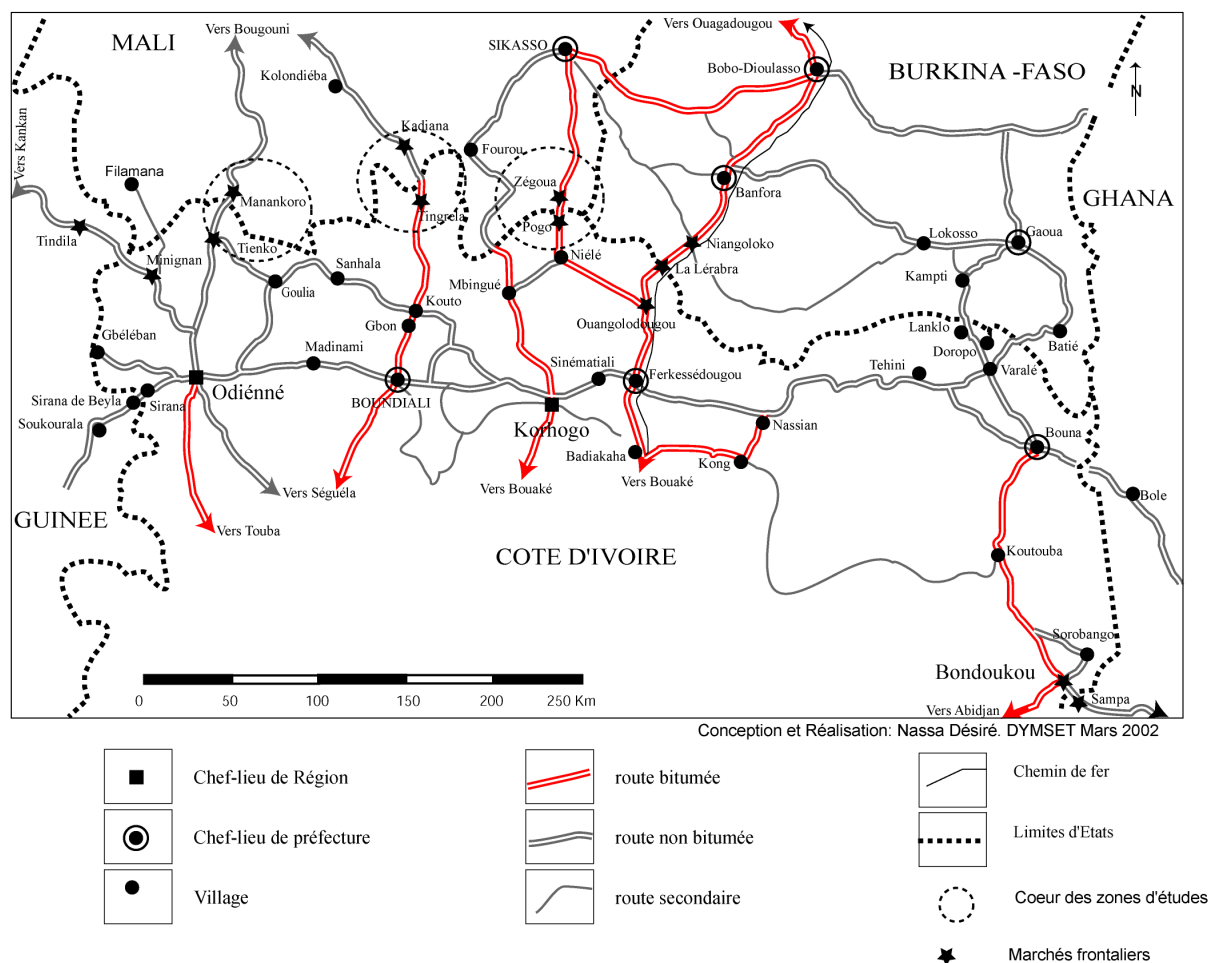
³ Espace qui sépare les rebelles du nord des forces loyalistes sous le contrôle des forces onusiennes et de la licorne impartiales et dans laquelle les différents protagonistes de la crise ne peuvent circuler en armes. C'est une zone qui divise la Côte-d'Ivoire en deux.

2.1. Les frontaliers et l'Etat, deux forces opposées, mais exploitant les frontières

L'aspect le plus important et le plus probant des frontières concerne les échanges internationaux de marchandises et financiers. Tenant compte de la variété des politiques économiques fixées par les frontières entre les Etats, les acteurs individuels ou anonymes les exploitent. Ils jouent sur le différentiel ou sur l'émergence de lieux d'hybridation qu'elles produisent à des fins de régulation sociale ou pour permettre l'acquisition « *des droits de douane adaptés aux objectifs économiques* » (Pradeau, 1994). C'est le cas des frontaliers et de l'Etat dans le nord ivoirien. Dans cet espace, la présence de l'Etat est constituée par l'agent de douane sur les espaces aménagés aux frontières (fig.1). C'est là que les recettes de l'Etat sont perçues et comptabilisées et le contrôle de l'ensemble des échanges légaux et de transgression sont effectués. Ce niveau d'observation renvoie au cas d'une frontière nationale déterminée par l'Etat et qui la contrôle. Selon les circonstances, il la ferme, l'ouvre, la déplace, la «défonctionnalise» et marque l'espace de ses empreintes successives.

Mais à une échelle régionale, zonale ou locale, la superposition des fonctions de la frontière par l'Etat fait ressortir le clivage entre les régions frontalières et le centre. La non concordance des intérêts centraux et les intérêts régionaux relatifs à l'exploitation de la frontière, à son rôle séparateur ou de contact, à ses fonctions, à l'instauration de liens, d'organismes supra-frontaliers et économique-supranationales sont certes jugés importants à l'ensemble de l'Etat mais s'avèrent nuisibles à l'économie des régions frontalières. Concernant les espaces transfrontaliers du nord ivoirien tournés vers le commerce, l'étude de leur fonctionnement fait ressortir cette dualité des intérêts entre population et Etat quant à l'exploitation des interfaces, des lieux d'échanges et de passage générée par les frontières.

Fig 2 : Localisation des espaces frontaliers étudiés



Des échanges entre le Mali, le Burkina Faso et plus loin le Niger avec la Côte-d'Ivoire se concentrent sur deux dyades (Zégoua-Pogo, Ouangolodougou-Niagoloko) où des contacts indirects sont ainsi constitués pour les ports d'Abidjan et de San-Pédro.

S'appuyant sur d'importantes infrastructures (37 postes à quai, dont un terminal pétrolier pouvant accueillir des super tankers et traiter des volumes annuels de l'ordre de 5 millions de tonnes), le port d'Abidjan a été bien avant la crise la porte d'entrée et de sortie de divers produits des pays soudano-sahéliens*. Prenant exemple sur les échanges avec le Mali, 149 162 559 963 francs CFA de recettes douanières ont été enregistrées par l'Etat de Côte-d'Ivoire contre 1 694 074 083 francs CFA au Mali en 2001. L'essentiel des produits échangés transitaient par le principal poste frontière de Pogo côté ivoirien.

Les différentes crises ivoiriennes ont amené l'ensemble des pays soudano-sahéliens et notamment le Mali à intensifier une diversification de ses axes d'approvisionnement. Il s'est tourné à partir de 2000, vers le Togo, pour son approvisionnement en produits pétroliers et, de façon nettement plus modérée, vers le port de Tema pour ses approvisionnements divers.

Des flux réguliers de transferts financiers effectués par les immigrés vers leur famille résidant dans leur pays d'origine, notamment au départ du sud ivoirien transitaient également par le nord ivoirien. Ces transferts annuels jouent traditionnellement un rôle notable dans les pays voisins. En temps normal, par exemple, les transferts effectués par les travailleurs burkinabés vers leurs pays représentent plusieurs dizaines de milliards de francs CFA [entre 40 et 50 milliards en 1999 (AFD, 2003)].

La montée des flux informels était aussi perceptible aux frontières nord ivoiriennes. Si les Etats y recueillaient des recettes, les frontières demeuraient aussi le lieu de prédilection de *marchés sauvages* qui alimentaient les échanges de proximité et de courte distance.

Les réseaux malinkés tirant profit de leurs implantations à cheval aussi bien au Burkina Faso, au Mali, en Guinée et qu'en Côte-d'Ivoire, ont tissé des systèmes de relations pour le contrôle de l'ensemble des flux dans cet espace. Ainsi de la jonction des frontières nationales, passant par des frontières monétaires, douanières aux frontières économique-supranationales, des marchés frontaliers fugaces avaient vu le jour. Ces derniers étaient nés de la possibilité de tirer profit de l'émergence des lieux d'hybridation tournés vers les échanges et reliés par des réseaux routiers en assez bon état aux frontières. C'est cette situation qu'exploitaient les réseaux malinké en s'appuyant sur l'appartenance ethnique doublée d'une croyance religieuse, gage de la confiance entre les acteurs de l'économie transfrontalière. Ils contrôlaient de gros volume de transactions, sur de longs circuits pour relier les villes importantes de part et d'autre des frontières. Ces transactions se caractérisaient pour la plupart par des produits manufacturés de fabrication ou de réexportation ivoirienne et nigériane vers les grands centres urbains des Etats en relation. Ce commerce était fortement structuré, ce qui nous éloignait de l'idée du commerce dit informel prédominant dans les travaux sur les échanges frontaliers. Mais aujourd'hui à la faveur de la crise ivoirienne, traduite dans l'espace par la scission du pays, une réorganisation des flux s'est fait jour. Les acteurs économiques ont trouvé d'autres voies d'accès à la mer, en contournant l'axe ivoirien. De ce fait, les principaux marchés frontaliers ont nettement perdu de leurs attraits. Ils ont longtemps souffert de la crise qui les a coupés de leurs bases traditionnelles d'approvisionnement et de commercialisation du sud de la Côte-d'Ivoire, lieu de concentration des entreprises de biens de production et importants marchés de vente de collecte de produits divers. Ce fut le cas dans le sens nord sud, du circuit de commercialisation du bétail et de l'oignon et dans le sens sud-nord le cas de la cola et des produits industriels de consommation courante.

Le long des frontières ivoiro-maliennes, ivoiro-burkinabé et ivoiro-guinéennes, les relations sociales, économiques et culturelles transfrontalières étant un fait réel, « *l'oultre frontière* » (Renard,

□ Ce sont en direction du Burkina Faso, du Mali et du Niger respectivement 380 824 150 kg, 1 036 765 698 Kg et 70 822 734 Kg de divers produits qui ont transité par le port d'Abidjan via les postes frontières de Ouangolo terrestre et ferroviaire et Pogo et Zégoua en 2001. En provenance des trois pays cités, c'est 873 415 Kg pour le Burkina faso, 21573131 kg pour le Mali et 7 756 Kg pour le Niger qui ont emprunté l'axe ivoirien (Côte-d'Ivoire, Direction générale du commerce extérieur, 2001).

2001) est pour le frontalier un espace d'appui et de complémentarité. La crise aidant, l'outre frontière est devenue un allié, un partenaire sur lequel les réseaux malinké ont compté pour mener à bien le ravitaillement des différents marchés du nord ivoirien. Ils ont alors fait usage des relations sociales doublées de l'appartenance à la même religion (islam) qui existent entre commerçants malinké de cet espace pour approvisionner l'ensemble des aires de commerce à partir du Ghana, du Togo, de la Guinée, du Nigeria, du Bénin et même de la « Côte-d'Ivoire utile » en passant par le Burkina Faso et le Mali. Ainsi, des produits agroalimentaires, des biens manufacturés et des hydrocarbures, provenant des pays précités et dont la Côte-d'Ivoire était le pourvoyeur attitré dans l'ensemble de la sous-région ouest africaine, ont fait irruption sur les marchés frontaliers et dans les villes du nord sous contrôle de la rébellion. Cette situation a été triplement favorisée à la fois par le gouvernement ivoirien, par les rebelles et surtout par la capacité des réseaux marchands malinké à supporter les effets de la crise.

Le gouvernement ivoirien, prétextant de l'insécurité dans le nord, avait usé d'une forme de pression pour étouffer la rébellion, en faisant un blocus des approvisionnements en produits divers et nécessaires aux différentes zones. Pour les rebelles majoritairement malinkés, la non distribution des produits ivoiriens dans leur espace de contrôle a été le scénario idéal pour se tourner vers d'autres sources d'approvisionnements pour ne pas se mettre à dos la population. C'est ainsi que considérés longtemps comme des produits de bas de gamme par la population ivoirienne, les produits nigériens ont envahi les marchés nord de la Côte-d'Ivoire avec l'aide des commerçants malinké qui en contrôlent le transfert et la distribution à travers leurs réseaux enracinés dans l'histoire et dans le temps. Les prix de ces produits défient toute concurrence. Les rebelles prélèvent des taxes pour faire fonctionner leur administration et enrichir les chefs de guerre. Aujourd'hui face à la perte du marché par les produits ivoiriens, rebelles et gouvernement ont mis en place des corridors économiques entre le nord et le sud. Mais cette solution ne vient-elle pas trop tard, les populations éprouvées par la guerre s'étant déjà accommodées des produits provenant de sources alternatives ? Que reste-t-il encore de l'engouement des marchés pour les produits ivoiriens face à la présence massive des produits nigériens moins chers ? Nous assistons, impuissants, à « l'informellisation » grandissante de l'économie ivoirienne.

2.2. De nouveaux acteurs dans le paysage : les rebelles

Occupant un espace taillé dans le vif du territoire ivoirien depuis le déclenchement de la crise en Côte-d'Ivoire, les rebelles connus sous le dénominateur de Forces Nouvelles, sont aujourd'hui de nouveaux acteurs de l'économie nationale voire sous-régionale ouest-africaine. Après le départ de l'administration des zones occupées aux premières heures de la crise, l'État a disparu du nord avec la cessation de tous services publics et une fuite de milliers de fonctionnaires originaires du sud. Le nord est devenu une sorte de "zone grise" post-étatique où les réseaux ethniques transfrontaliers ont remplacé les acteurs formels des échanges nationaux. Pendant ce temps le sud, comme n'importe quelle république bananière, est plus ou moins intégrée aux flux de la mondialisation avec les ports d'Abidjan et de San-Pédro comme plates-formes et les matières premières (cacao, pétrole, café, huile de palme et caoutchouc) comme produits de la participation effective à « l'économie monde ».

La zone de confiance faisant office de frontière entre les deux entités territoriales permet aux différents acteurs de gérer, d'organiser voire de structurer les flux et les richesses dans les territoires respectifs qu'ils contrôlent. Nous nous concentrerons ici sur le rôle des rebelles à exploiter les richesses des zones qu'ils occupent en les polarisant autour du Burkina Faso, du Mali et plus loin de la Guinée avec l'aide des réseaux marchands malinké fortement entreprenants en Afrique de l'Ouest. Ils contrôlent les transports terrestres[□], la grande et la petite distribution des produits à travers les commerces de quartiers, de villages et grandes surfaces de l'ensemble du pays. Ainsi s'appuyant sur le dynamisme « entrepreneurial » et le sens aigu du commerce des marchands malinké, les rebelles ont développé des activités lucratives. Le schéma est le suivant : les commerçants malinké, pourvu qu'ils parlent le dioula, achètent des produits de base au Nigeria, Ghana, Togo, au sud de la Côte-d'Ivoire hors taxe. Ils contournent la Côte-d'Ivoire en passant par le Ghana, puis gagnent le Burkina et le Mali.

[□] Environ 70 % des transporteurs ivoiriens appartiennent à l'ethnie dioula, originaire du Nord, tout comme la quasi-totalité des chefs de la rébellion (Jeune Afrique l'intelligent, n° 2337, du 23 au 29 octobre 2005)

C'est à partir de ces deux derniers pays que les marchandises sont ensuite acheminées en direction de la Côte-d'Ivoire par voie routière vers les villes de Korhogo et de Bouaké. Ainsi les villes et bourgades (Boundiali, Ferkéssédougou, Ouangolodougou, Bouna) sont ravitaillées à partir de Korhogo. En revanche, Séguéla, Mankono, Vavoua sont alimentées à partir de Bouaké. Les rebelles prélèvent des taxes sur chaque produit entrant. C'est le cas des produits pétroliers, qui proviennent majoritairement du Nigeria en empruntant le même itinéraire décrit plus haut. Dans ce cas précis, le litre de gasoil est acheté à 155 FCFA au Nigeria et vendu en zones rebelles à plus de 550 FCFA le litre. Mais avant son entrée dans la zone, une taxe de 100 FCFA par litre est prélevée. Aux premières heures de crise, 17 millions de litres de carburant ont ainsi été écoulés à travers les différentes stations d'essence qui prolifèrent dans la zone et qui sont la propriété des chefs rebelles. Entre 50 000 et 100 000 francs CFA (76,3 à 152,6 €) par camion sont prélevés au niveau du vendeur ou de l'exportateur. Les commerçants sont également taxés et les transporteurs payent 15 000 francs CFA de droits de transit dans la zone. Si le coton* n'est pas vendu au Mali et au Burkina Faso et qu'il doit être acheminé à Abidjan, son transfert de la zone rebelle à Abidjan revient à environ 200 000 F CFA (300 €) le camion de 35 tonnes, dont 65 000 F CFA versés aux Forces Nouvelles (FN) pour bénéficier d'une escorte, le reste étant distribué aux différents check points qui jalonnent la route entre Bouaké et la capitale économique ivoirienne. Les entreprises versent des contributions en échange de leur sécurité.

Mais en dehors des taxes et droits de transit perçus par les rebelles, les richesses du sous-sol et agricoles sont également exploitées. Ainsi à l'ouest du pays, la nouvelle boucle du cacao, une bonne partie de cette culture d'exportation est acheminée par le port de Lomé via le Burkina Faso. Au début de la crise, de nombreux acheteurs de cacao et de café avaient élu domicile à Ouagadougou. C'est de là que des fonds sont remis à des intermédiaires malinké maliens, burkinabés et ivoiriens. Ces derniers prennent contact avec les planteurs (burkinabés, baoulés et malinké) qui ont continué à vivre dans la zone après le départ des autochtones guéré du fait de la guerre. Ils sillonnent les hameaux et villages pour collecter les produits achetés à 155 francs CFA le kilogramme, très en deça du prix national (350 francs CFA). Les sacs de cacao et de café sont ainsi entreposés dans le magasin de stockage de la coopérative agricole dénommée (COPAGRI) à Fengolo, village de la commune de Duékoué. Ce village est situé dans la zone de confiance où est installé le check point du contingent bangladais de l'opération des Nations Unies en Côte-d'Ivoire (ONUCI). C'est de ce village que des camions sont affrétés sous escorte des rebelles jusqu'à la frontière ivoiro-burkinabée. Arrivées au Burkina Faso les acheteurs des produits effectuent les différentes procédures douanières pour les acheminer vers le port de Lomé. Aux premières heures du conflit ivoirien jusqu'en mars 2004, 30 camions de 35 à 60 tonnes partaient chaque jour du « port sec » de Fengolo pour le Togo.

S'agissant du sous-sol, un vaste trafic est organisé autour du diamant ivoirien. En effet, la pierre après son extraction des rivières de Tortiya sous la supervision des éléments de la rébellion, passe en contrebande au Mali et en Guinée. C'est dans ces deux pays que les diamantaires d'Anvers viennent pour profiter du trafic. Le Mali, contrairement à la Guinée et la Côte-d'Ivoire, n'est pas signataire du processus de Kimberley*, d'où sa non vigilance face à la provenance des diamants achetés. Mais il est aussi important de mentionner que certaines quantités de diamants sont écoulées localement auprès des commerçants libanais, qui gèrent les quelques rares hôtels en zones rebelle où gîte et couvert sont gratuits. La production de diamants extraite dans cette zone selon l'organisation des Nations-Unies (ONU) est de l'ordre de 300 000 carats par an et procure des revenus aux rebelles de Forces Nouvelles estimés à environ 25 millions de dollars, soit plus de 40 milliards de F CFA. Les revenus annuels de ce trafic permettent aux ex-rebelles de financer leur effort de guerre. Trois localités

* Les cultivateurs du coton ivoiriens ont vendu les 218.000 tonnes au Mali et au Burkina Faso à environ 200 dollars la tonne.

□ Le processus de Kimberley est un accord entre gouvernements, l'industrie internationale de diamant et une initiative civile de société pour interdire l'écoulement des diamants de conflit - les diamants rugueux qui sont utilisés par les mouvements rebelles pour financer les guerres contre des gouvernements légitimes. Les échanges de ces pierres illicites ont contribué à financer des conflits et à dévaster des pays tels que la Côte-d'Ivoire, l'Angola, la République démocratique du Congo et la Sierra Leone. L'arrangement de processus de certification de Kimberley est un système innovateur et volontaire qui impose des conditions étendues aux signataires de certifier que les expéditions des diamants rugueux sont exemptes des diamants de conflit

ivoiriennes sont particulièrement concernées par la production illicite de ces pierres précieuses, Séguéla, Bobi et Diarabala, mais également la région de Tortiya.

La situation de « *ni paix, ni guerre* » que traverse la Côte-d'Ivoire a fait prospérer un commerce de transgression, un commerce généré par la déconstruction spatiale dangereuse du cadre national. La zone de confiance, sorte de *frontière de crise*, a fait surgir un territoire taillé dans le vif de l'espace ivoirien. L'occupation de ce territoire par la rébellion des Forces Nouvelles a fait migrer le rôle de point d'interconnexion des réseaux marchands de la Côte-d'Ivoire vers le Ghana et le Togo via le Mali et le Burkina Faso. Aujourd'hui, ce qui fonde le dynamisme conjoncturel des flux en direction des pays précités est l'ombre portée par ces rebelles à l'autorité de l'Etat incapable de contrôler l'ensemble du territoire national. Les échanges qui ont cours entre les zones rebelles, gouvernementales et l'ensemble des pays ouest africains attaquent ainsi le corps de l'Etat ivoirien. Même si cette situation n'est que provisoire, elle participe à la déconstruction du territoire national, à la fuite de la logique étatique.

3. Des périphéries diverses

La frontière établit un *dedans* et un *dehors* territorial. Elle signifie le début et la fin d'un territoire. Sa présence induit des conséquences durables sur l'organisation des espaces qui l'on vu naître. Ainsi à travers le différentiel qu'elle engendre, elle offre des possibilités d'échange qui dépassent le cadre strict des relations de proximité. Lorsque, dans un espace donné comme celui du nord ivoirien, des frontières multiples existent, chacune d'elle agit différemment, profitant à des degrés divers aux acteurs qui les pratiquent. Cette situation incite à l'adaptation, à l'invention de représentations et de pratiques originales qui donnent naissance à des espaces hybrides, sorte d'outre-frontière. Seule la frontière se déploie, agit et produit des espaces originaux (de transbordements, de transits) souvent inféodés aux logiques d'opportunités qu'elle engendre. Lorsqu'elle se démultiplie, se délocalise, se superpose à d'autres types de frontières (de crises, supranationales, monétaires voire linguistiques), d'autres cadres spatiaux se mettent en place dans son sillage.

Ainsi dans le cadre d'une situation de paix, si la frontière est prise comme une marge ou une barrière, la zone frontalière accuse un sous-peuplement, une sous-administration et un sous-équipement. Les investissements y sont limités. Les régions liées à ces types de frontières se trouvent en positions marginales et souvent isolées par rapport au centre national. Elles sont moins bien reliées au centre et encore entravées dans leurs relations avec leurs voisines. Les échanges qui s'y opèrent sont informels et les pratiques transgressives très courantes. Les populations de ces régions se trouvent alors des laissés pour compte. Ce cas de figure concerne la région du Nord-Ouest de la Côte-d'Ivoire qui fait frontière avec la Guinée. Elle est structurée autour de quelques axes routiers à praticabilité réduite le long desquels s'égrène un semis de marchés frontaliers au commerce informel. Périodiquement, une certaine animation s'installe sur les aires de commerce et par-dessus dans les localités frontalières urbaines et rurales. Quand la frontière est une zone-contact, cette zone devient un espace ouvert. Les frontières ouvertes et dynamiques offrent des possibilités importantes d'échanges entre les territoires. De la zone frontalière sur laquelle se greffe ce type de frontière, naît une zone d'activité économique forte et largement orientée vers des relations d'échange.

Les activités directement liées à la frontière concernent la douane et le transit mais proviennent aussi du différentiel de politiques économiques et monétaires, de la disponibilité de main d'œuvre et de l'accès direct aux marchés du pays voisin. On assiste alors à une prolifération démesurée de plusieurs types de marchés, qui connaissent une vitalité à proximité de la frontière. Dans ce cas, les zones frontalières se structurent autour de grands axes routiers qui favorisent quotidiennement le déplacement des personnes et le trafic des marchandises. Ce cas de figure concerne la frontière réelle nord avec le Burkina-Faso et le Mali. L'impact des échanges avec ces deux pays a permis de faire de lourds investissements pour les relier au port d'Abidjan, où ils détiennent des zones sous douanes. Dans cette zone frontalière tri-nationale se sont développées des activités de commerce et des villes homologues, Korhogo en Côte-d'Ivoire, Sikasso au Mali et Bobo-Dioulasso au Burkina Faso. Elles profitent non seulement des échanges triangulaires entre les trois pays, mais surtout des échanges nés du désenclavement occasionné par leur arrimage à la Côte-d'Ivoire secondé par un réseau routier et ferroviaire en assez bon état. La présence de la frontière favorise également la naissance de villes secondaires et de bourgs frontaliers avec le commerce et le transit comme activités principales,

Ouangolodougou, Niagoloko, Pogo et Zégoua. Proches les unes des autres, elles favorisent le vrai dynamisme économique et spatial. Une telle région attire malgré son éloignement du centre, ce qui lui insuffle une vitalité supplémentaire.

Aujourd'hui, la situation de conflit que traverse la Côte-d'Ivoire où une frontière de crise (zone de confiance) est devenue une position avancée des frontières d'avec le Mali et le Burkina Faso, a fait émerger des espaces vulnérables. Plus qu'un tracé, sa présence découle des actions conjuguées des rebelles, du gouvernement ivoirien et de la communauté internationale à mettre fin à une crise. Elle engendre néanmoins des effets qui perdurent au-delà même de l'esprit de ses initiateurs. Ainsi de nouveaux types de périphéries sortis de ses entrailles, ont surgi du paysage ivoirien sans y être préparés. Ils sont nés de l'exploitation et de l'enjeu que constitue le territoire nord taillé dans le vif de l'espace ivoirien et exploité par les rebelles des Forces Nouvelles et des échanges d'avec la Côte-d'Ivoire pro-gouvernementale et l'ensemble de l'espace ouest africain.

Ces périphéries se sont développées là où existent de fortes possibilités de richesses à exploiter, à échanger sous la protection bienveillante de la zone de confiance. Les axes Duékoué-Fengolo, Toumodi-Bouaké, Zuemoula-Vavoua en sont l'exemple. L'exploitation du cacao et du café des zones de Duékoué-fengolo et Zuémoula-Vavoua et, à l'inverse, leur approvisionnement en des produits manufacturés locaux ou issus du marché mondial ont favorisé l'arrivée de nombreux acteurs économiques attirés par les opportunités offertes.

Ces localités jouent aujourd'hui des rôles de zones transfrontalières, dont elles n'ont ni la culture ni les équipements pour supporter cette fonction. Il s'agit de zones de transit, de transbordement qu'un chef du village, un sous-préfet, voire même un préfet, ne peuvent gérer. Ces zones deviennent ainsi des espaces latents de dangers et d'insécurité. Les marchés qui y ont émergé donnent à cette zone des espaces qui prospèrent grâce à leur articulation directe avec les capitales politiques ou économiques, ports et zones pourvoyeurs ou consommateurs de marchandises de l'ensemble des Etats ouest africains en relation conjoncturelle d'échange. Cette situation a contribué à désarticuler le nord ivoirien de l'espace national, mais en retour a réussi à l'intégrer dans la sphère d'influence des pays comme le Burkina-Faso et le Mali.

Conclusion

Au terme de cette analyse sur les frontières nord de la Côte-d'Ivoire, l'intérêt a été pour nous de montrer et d'expliquer les mécanismes et les manières dont se gèrent politiquement et économiquement les discontinuités spatiales ivoiriennes, surtout en cette période de crise que traverse le pays. Le contrôle du territoire nord par les rebelles des Forces Nouvelles et la floraison de trafics en tout genre générés par l'exploitation des différentes frontières favorisent une désarticulation de l'espace national. De nouveaux lieux-forts ont surgi du cadre national sans y être préparés. Il s'agit des espaces situés dans la zone de confiance tournés vers les échanges internationaux et l'exploitation du cacao et du café dont ils regorgent. Cette situation attaque ainsi le corps de l'Etat ivoirien privé d'une partie de son territoire désormais dans la sphère d'influence du Mali et du Burkina Faso. Ce remodelage territorial affecte la cohésion nationale, voire sous-régionale. Alors ouvrons le débat et ne perdons pas le nord.

BIBLIOGRAPHIE

- AFD, 2003, Perspectives économiques et financières des pays de la zone franc, Projections Jumbo, avril 2003-2004, Paris, 179 p.
- BACH D., 2003, Régionalisme et régionalisation à travers le prisme de l'aire Saharo-Sahélienne, In Marfaing L., Wippel S. (dir.), *Relations transsahariennes aux XXe et XXIe siècles : un espace en constante mutation*, Paris, Karthala, p. 952-954.
- BACH D. (dir.), 1998, *Régionalisation, mondialisation et fragmentation en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 291 p.
- BACH D., 1994, Afrique de l'Ouest : organisation régionale, espaces régionaux et régionalisme transétatique : les leçons d'un mythe, *L'Afrique politique*, p. 93-117.
- BENNAFLA K., 2003, Commerce, marchés frontaliers et villes-frontières en Afrique centrale, In Pumain D. (dir.), *Villes et frontières*, Paris, Anthropos, p. 137-150 (Collection Villes).

- BENNAFLA K., 2002, Les frontières africaines : nouvelles significations, nouveaux enjeux, in Pourtier R. (dir), Association de Géographes Français, géopolitiques africaines, paris, CNRS, p 135-146
- BENNAFLA K., 1999, La fin des Territoires nationaux ? Etat et commerce frontalier en Afrique centrale. L'Etat en voie de privatisation, *Politique Africaine*, n° 73, p. 25-50.
- BIO G., 2003, L'impact de la crise ivoirienne sur le commerce régional. La Côte-d'Ivoire en guerre. Dynamique du dedans, dynamiques du dehors, le pétrole en Afrique, violence en Ituri, RDC, *Politique Africaine*, n° 89, p. 102-111.
- BOUQUET C., 2003, L'artificialité des frontières en Afrique subsaharienne, turbulence et fermentation sur les marges, In Frontières du Sud, *Les Cahiers d'Outre-mer*, n° 56, p. 181-198.
- CARTE ROUTIERE ET TOURISTIQUE. – Clermont Ferrand : Michelin, 1998.
- COQUERY-VIDROVITCH C., 1992, *L'Afrique occidentale au temps des Français, Colonisateurs et colonisés 1860-1960*, Paris, La Découverte, 419 p.
- COTE D'IVOIRE. DIRECTION GENERALE DU COMMERCE EXTERIEUR, 2001, *Les exportations et importations ivoiriennes*, n.p.
- DI MEO G., 1998, De l'espace aux territoires. Eléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie, *L'information géographique*, n°3, p. 99-110
- FOUCHER M., 1991, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 2° éd., 691 p.
- HERRERA J., 1997, *Les échanges transfrontaliers entre le Cameroun et le Nigeria depuis la dévaluation*, Paris, DSCN, DIAL, 95 p.
- IGUE J., 1995, *Le territoire et l'Etat en Afrique, les dimensions spatiales du développement*, Paris, Karthala, 277p.
- IGUE J., 1989, Le développement des périphéries nationales en Afrique, In Pinton F. (éd.), *Tropiques, lieux et liens*, Paris, CNRS
- JEUNE AFRIQUE I., 2005, Côte-d'Ivoire, économie : Et pourtant elle tourne, paris, n° 2337
- KOUADIO N., 2004, La carte des langues en Afrique crée-t-elle des frontières identitaires ? In ADES DYMSET, Communication au colloque « Frontière, frontières » Bordeaux, 26-27 février, 10 p.
- NASSA D., 2000, Bondoukou et son aire d'influence, l'économie locale de Bondoukou, In Labazee P. (dir.), *Comptes, acteurs et dynamisme de l'économie locale, Rapport général*, Abidjan, ENSEA-IRD, p. 46-64
- NASSA D., 2005, Commerce transfrontalier et structuration de l'espace au nord de la Côte-d'Ivoire, thèse de doctorat, Université de Bordeaux 3, (dir.) François BART et Koffi ATTA, 336 p.
- LABAZEE P., 1993, L'insertion des Malinkés du Kabadougou dans l'économie contemporaine, In Labazee P., Gregoire E. (dir.), *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest, Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala, ORSTOM, p. 221-262.
- LABAZEE P., 1993, Les échanges entre le Mali, le Burkina Faso et le nord de la Côte d'Ivoire, In Labazee P., Gregoire E. (dir.), *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest, Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains* Paris, Karthala, ORSTOM, p. 125-174
- OCDE, 2001, *Une approche locale de la coopération régionale dans la zone S. K. Bo Sikasso (Mali)-Korhogo (Côte-d'Ivoire)-Bobo-Dioulasso (Burkina Faso). Ce qu'en disent les opérateurs privés de Sikasso et de Bobo-Dioulasso*, 33 p., [en ligne] : www.oecd.org/sah. Consulté le 11/07/04.
- PRADEAU C., 1993, *Jeux et enjeux des frontières*, Bordeaux, PUB, 361 p.
- RAFFESTIN C., 1992, Autour de la fonction sociale de la frontière, *Espaces et sociétés*, n°70-71, p. 157-164.
- RAFFESTIN C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec, 247 p.
- RAFFESTIN C., GUICHONNET P., 1974, *Géographie des frontières*, Paris, PUF, 222 p.
- REITEL B., PIERMAY J.-L., RENARD J.-P., ZANDER P. (dir.), 2003, *Villes et frontières*, Paris, Anthropos, 267 p.
- RENARD J.-P., 2002, La frontière : limite géopolitique majeure mais aussi aire de transition, In Carroué L., Claval P., Di Méo G. (dir.), *Limites et discontinuités en géographie*, Paris, Sedes, p. 40-56.
- STARY B., 1994, Les ressources de la frontière : l'exemple Ghana-Côte d'Ivoire, In *Intégration et régionalismes*, Communication au colloque international, Talence, 27-30 Avril, 12 p.
- STARY B., 1994, National peripheries in western Africa: A case study of Ivory Coast and Ghana, *Malaysian Journal of Tropical Geography*, vol. 25, n° 1.
- WEST AFRICAN INTERNATIONAL ATLAS = ATLAS INTERNATIONAL DE L'OUEST AFRICAIN, 1968, Organisation of African Unity Scientific, Technical and Research Commission and with the assistance of the Ford Foundation, [S.l. : s.n.]